

English below / Español a continuación

**APPEL À CONTRIBUTIONS**  
**« Résilience des communs à l'heure de l'anthropocène »**  
**Revue internationale des études du développement n°259 (2025-3)**

**Coordination du numéro**

- Jordie Blanc Ansari (Maîtresse de Conférences en anthropologie à l'IEDES, UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD)
- Cecilia Rodrigues (psychologue clinicienne, Université Sorbonne Paris Nord, Unité Transversale de Recherche Psychogénèse et Psychopathologie)
- Elaine Moreira (anthropologue, professeure au département d'études latino-américaines de l'Université de Brasilia, membre de la Commission des questions indigènes de l'association brésilienne d'anthropologie et coordinatrice de l'Observatoire des droits et politiques indigènes)
- Mohamed Mahdi (sociologue du développement, École Nationale d'Agriculture de Meknes, membre fondateur de l'association Targa-Aide et du Centre de Recherche et d'étude sur les sociétés contemporaines)

L'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle a été marquée par une multiplication de crises hétérogènes : des conflits armés, des soulèvements populaires, des désastres environnementaux ou encore des épidémies et des famines. Loin d'être des événements inédits, elles semblent s'inscrire dans le temps et être presque inhérentes aux systèmes économiques et politiques existants. Ces crises évoluent et se reconfigurent dans un monde interconnecté, voire interdépendant, caractérisé par la circulation rapide des idées, des flux (financiers, médiatiques, marchands et technologiques) et le renforcement des réseaux réticulés (sociaux, politiques, académiques). Qui plus est, les crises se font souvent écho, se répondent, voire se superposent. Ces phénomènes sont imbriqués dans des échelles globales (Appadurai, 1996) au cœur d'une période inédite, définie comme celle de l'anthropocène (Crutzen, 2002) ou du capitalocène (Bonneuil, 2017) où l'action anthropique - voire le système capitaliste - serait un puissant accélérateur du dérèglement climatique. Ces notions récupérées et réinterprétées par divers acteurs restent en débat.

Si l'anthropocène apparaissait encore, il y a peu, comme un nouveau découpage temporel caractérisé par le poids surdéterminant des sociétés sur leur environnement global et les écosystèmes qui les accueillent, il va désormais, bien au-delà : le terme, aujourd'hui vulgarisé et médiatisé, traduit l'impossibilité de comprendre la nature sans les actions humaines (et vice-versa) qui la bouleversent et la transforment.

Du fait de l'accélération des effets négatifs des actions anthropiques, ces mêmes sociétés humaines sont confrontées à la nécessité urgente de s'adapter et de construire les transformations nécessaires à sa propre survie. Mais définir les paliers et les modalités de cette trajectoire de transition reste difficile, voire problématique. En effet, si nombre d'adaptations semblent relever d'un registre court-termiste de l'urgence, penser les transformations implique plutôt un agenda stratégique et des politiques participatives structurantes pour exercer des effets de levier indispensables à leur mise en œuvre. Quels sont donc les narratifs, les imaginaires et les stratégies viables à l'heure de l'anthropocène ? Au cœur des situations de crises intriquées et enchevêtrées, depuis plus d'une décennie, la résilience occupe une place à part, à défaut d'être toujours clairement définie et d'être concrétisée.

La notion de résilience irrigue le champ d'analyse et de réponse aux crises globales (Giovalucchi, 2014). Elle est mobilisée par de nombreuses disciplines, courants de pensée et communautés professionnelles, plus particulièrement dans le champ de l'aide au développement, de la sécurité humaine et dans les relations internationales (Rothe, 2017). À bien des égards, au cours de cette décennie, elle a été « mise en projets » par un ensemble d'acteurs et d'institutions avec des ambitions excessives et des résultats mitigés (Janin et

Chapus, 2023). Empruntée à l'analyse systémique (Haimes, 2009) par le monde de l'aide, la résilience reste néanmoins une notion dont la définition et l'usage ne font pas consensus (Lallau, 2016 ; Johnson et al., 2023).

La résilience n'est pas un état, mais un processus dynamique lié à la capacité à se relever après un choc (Cyrulnik, 2013) ; pour d'autres, elle renvoie à l'agencéité dans la lignée des travaux d'Amartya Sen (Sen, 1985). Elle peut aussi être comprise comme l'ensemble des changements adaptatifs au cœur de situations critiques. Pour de nombreux auteurs, elle est plurielle, cette capacité s'articulant, dans le temps, autour de pratiques de résistance, d'adaptation et de transformation (Béné, 2012). Elle s'inscrit dans la continuité des pratiques existantes (Ancey, 2017) et apparaît comme la résultante d'une construction, faite d'héritages, de rémanences et d'innovations. Par-là, elle révèle un ensemble de processus économiques et sociaux, allant du registre technique au politique (Pelling, 2011). Elle a un lien fort avec les questions de gouvernance. Au-delà de son rôle instrumental, elle semble aussi être un objet politique à considérer comme tel.

La résilience pose ainsi plusieurs défis : qui doit être résilient ? À quelle échéance ? À quel prix ? Sous quelle forme ? Et face à quoi ? Souvent pensée et mise en œuvre sous l'angle de la responsabilité individuelle (comme capacité à surmonter les difficultés, à encaisser les chocs), la notion est, de facto, conduite à laisser de côté les dynamiques et les actions collectives plus complexes à construire et à reproduire. Cet état de fait a généré débats, discrédits et critiques sur ses origines et son acception néolibérale (Chandler et Reid, 2016) comme « avatar technocratique du monde de l'aide » (Lallau et al., 2018). À la limite, la résilience peut servir à « normaliser l'anormal » (Giacaman, 2020). Qu'en est-il aujourd'hui de sa pertinence et de son caractère « positif » ?

Dans ce dossier nous souhaitons réfléchir : 1) aux usages et mésusages du terme résilience dans le champ du développement, 2) en mobilisant les savoirs et savoir-faire comme formes de résiliences dans des pratiques situées 3) pour questionner la gestion des biens communs en tant que nouvelle approche de la résilience 4) en ouvrant vers les mobilisations sociales et les transformations juridiques pensées comme d'éventuels leviers pour la résilience des communs.

Les auteurs sont invités à s'inscrire dans plusieurs axes et à réfléchir aux différentes réponses, alternatives (et plus rarement stratégies) face aux crises à partir d'études de cas, à plusieurs échelles de temps et d'espace (locale, régionale et globale). Quels sont les usages de cette notion normée par les acteurs de marché et du champ de l'aide et du développement ? Quelles sont les limites de l'usage de la notion de résilience dans les indicateurs chiffrés de mesure devenant un élément paramétrique au service des logiques néolibérales ? Quelles relations se tissent fondamentalement entre savoirs et fabriques de la résilience ? Quels dialogues possibles la résilience engage-t-elle pour penser la viabilité des ressources naturelles et des nouvelles formes de gouvernances ? Quelles innovations les acteurs développent-ils pour construire l'avenir auquel ils aspirent à l'heure de l'anthropocène ?

Autant de questions ouvertes susceptibles d'être nourries par différents terrains de recherches et différentes approches disciplinaires, depuis les stratégies locales aux entrées plus institutionnelles face aux urgences extrêmes et aux crises socio-environnementales. Ces analyses peuvent également être croisées avec des questions de genre, qu'il s'agisse de mobilisations genrées ou des savoirs ou savoir-faires spécifiques.

## **Axe 1 – La résilience « par le haut » : objet politique et technocratique critique**

Dans de nombreux cas, la notion de résilience est venue remplacer l'emploi du terme de « vulnérabilité » (Barroca et al., 2013). Si la vulnérabilité a une connotation négative, la résilience détient une certaine forme de positivité (Holling, 1987) et met l'accent sur les capacités d'adaptation et les possibilités contextuelles inscrites dans le temps présent (Chandler et Coaffee, 2016). Mais qu'en est-il de son caractère opératoire ? L'émergence d'un discours pro-résilience semble être à l'œuvre dans les projets d'aide au développement comme une façon de dissimuler la logique néolibérale et les intérêts des bailleurs (Quenault, 2017). La résilience serait-elle une nouvelle forme d'impératif d'adaptation ou d'injonction technocratique ? Quelles seraient les pistes, à la fois théoriques et pratiques, afin de dépasser cette vision ?

Nous attendons des contributions qui analysent la divergence doctrinale vis-à-vis de la notion de résilience portée par les institutions internationales et celles portées par la société civile et les commu-nautés concernés. En effet, son emploi n'a pas les mêmes connotations dans les narratifs des institutions financières internationales et les récits des organisations paysannes. Ainsi, la Banque mondiale la mobilise dans son nouvel agenda pour « encourager l'action collective et améliorer le bien-être des populations dans des contextes de risque » avec une perspective descendante, performative et métrologique (score de résilience).

En revanche, pour le collectif paysan Via Campesina, la résilience est associée aux enjeux de souveraineté agricole et alimentaire à partir des savoir-faire autochtones, en remettant en cause son acception et sa construction néolibérale (Hall et Lamont, 2013). À cette première distinction, le questionnement (qui est aussi une confrontation) des actions et des politiques de développement à l'aune des défis environnementaux, implique de nombreuses reconfigurations : d'échelles de temps, sans aucun doute, mais plus encore d'échelles d'action. Quels sont les contextes où la résilience, ainsi bornée, n'est pas viable, ni même possible pour les acteurs locaux ?

## **Axe 2 - Résilience « par le bas » : savoirs, savoir-faire et fabriques des résiliences**

Dans cet axe nous proposons d'analyser la production des savoirs et les épistémologies périphériques (subalternes, postcoloniales, décoloniales) pour envisager la résilience "par le bas". Les analyses produites travailleront préférentiellement sur les capacités à produire du sens et à agir dans des contextes de crise affectant le quotidien immédiat des acteurs. Quels savoirs, savoir-faire traditionnels et actions collectives de résilience sont à l'œuvre dans les sociétés civiles ou locales et les communautés ? Pouvons-nous parler de fabrique de la résilience lorsque les acteurs sociaux « anticipent, absorbent et s'adaptent aux risques liés au climat » (Ulrichs, Slater et Costella, 2019) ? Dans les Andes boliviennes par exemple, plusieurs indicateurs sont collectés, produits et mobilisés par les paysans leur permettant de diagnostiquer le climat, d'anticiper le temps et donc d'adapter les activités agricoles (Mamani Gomez in Nuñez Villalba, 2018).

Nous attendons dans cet axe des propositions qui abordent les différentes formes de résilience au pluriel, de manière située et pratique. Par exemple, au Sahel face aux instabilités climatiques croissantes, les acteurs cherchent à en tirer le meilleur parti grâce à leurs relations sociales (hospitalité, partage de points d'eau, etc.), leurs techniques, leurs savoir-faire (Ancey, 2017). Cela est vrai également dans d'autres aires géographiques où les acteurs locaux soulignent leur inscription dans des réseaux familiaux, communautaires et des droits coutumiers qui leur permettent de faire face aux impératifs climatiques, écologiques et/ou agricoles (Folke, 2006). Le Haut-Atlas en est une autre illustration (Mahdi, 2022), où les savoirs et les savoir-faire autochtones de gestion des ressources naturelles ont permis aux communautés paysannes d'assurer leur souveraineté alimentaire.

Les propositions d'articles pour cet axe chercheront à questionner les usages, les pratiques et à mobiliser les savoirs à partir d'une perspective située et empirique, notamment à partir d'une méthode ethnographique.

## **Axe 3 – La gestion des communs pour une nouvelle approche de la résilience**

Cet axe met l'accent sur la gestion des communs prenant en compte, de manière concomitante, les dimensions politique, sociale et environnementale. La notion de « commun » désigne ici un « système social dans lequel les ressources sont partagées par une communauté d'utilisateur·rices/producteur·rices, qui définissent également les modes d'utilisation et de production, de distribution et de circulation de ces ressources à travers des formes de gouvernance démocratiques et horizontales » (De Angelis et al., 2014). De récents travaux font justement le lien entre l'étude des communs et la résilience. Ils mêlent les concepts de care, de régénération et de résilience (Petrescu, 2022) pour étudier les enjeux d'accaparements de biens communs et les capacités d'adaptations des populations face à l'économie néolibérale (Haller, 2019).

Les propositions d'article pourront notamment porter sur les formes de gouvernance collaborative et participative comme clé de construction de la résilience, qu'il s'agisse d'actions portées par les sociétés locales comme se déroulant à l'interface avec les projets de développement déployés (Janin et Chapus, 2023). Quelles gouvernances sont envisageables sur le long terme face aux défis du changement climatique ? Des formes plus participatives, coopératives, voire inclusives de gestion des ressources naturelles, sont-elles de nature à favoriser la construction de certaines formes de résilience ? Les communs pourront-ils

résister aux effets déstabilisateurs et potentiellement dévastateurs du dérèglement climatique alors même qu'ils peinent déjà à être reconnus et portés ?

Pour Ostrom (1990), le système idéal de gouvernance des communs devrait être résilient au sens où il n'obère pas leur devenir ni celui de sociétés. Mais la notion de communs considère les ressources naturelles comme un bien collectif ; elle reste polysémique et fait débat. A contrario, toute forme d'auto-organisation ne promeut pas nécessairement l'idéal de commun (Le Gouill et Poupeau, 2020). Pire, en cas de fortes tensions autour du nexus ressources-sociétés – comme les barrages, les constructions de routes, les extractions minières ou encore l'agriculture intensive – les populations locales peuvent perdre leur capacité de gestion des ressources naturelles (Moreira, 2016). Dans de tels contextes, comment les acteurs se mobilisent-ils pour (re-)penser la gestion des communs ?

#### **Axe 4 – Mobilisations sociales et transformations juridiques : un levier pour la résilience des communs ?**

Ce dernier axe porte sur les relations tissées entre actions collectives, revendications autochtones, mobilisations locales et les formes de résilience. Il s'agit de questionner ici les conséquences juridiques portant sur les communs à l'issue des mobilisations. Comment ces dernières participent-elles à la transformation des cadres juridiques ou à leur contestation face au renforcement des défis environnementaux ?

Ceci impose sans doute de sortir d'une approche utilitariste et extractiviste vis-à-vis des ressources (Svampa, 2019) à l'instar de l'ontologie naturaliste (Descola, 2005). Certaines avancées institutionnelles ont précisément octroyé à l'environnement un véritable statut juridique. En Équateur, la Constitution de 2008 a développé un droit de la nature (Landivar et Ramillien, 2013). En 2010, l'État bolivien a également intégré dans sa législation la Madre Tierra comme ensemble des entités non-humaines : animaux, végétaux, ressources naturelles et esprits. Plus récemment encore le parlement de Nouvelle-Zélande a reconnu la personnalité juridique du fleuve Whanganui suite aux revendications autochtones Maoris (David, 2017). **Ces actes de résistance et de revendication peuvent-ils être considérés comme l'expression d'une forme de résilience ou appellent-ils à d'autres dynamiques de changement ?**

La résilience doit-elle se résumer – et se résigner – à n'être qu'une forme passive d'adaptation au changement ou peut-elle être pensée et construite en associant des formes de résistance et de transformation politique, juridique, sociale ? Cet axe questionnera également l'efficacité de ces cadres juridiques et leurs limites à l'épreuve des rapports de force.

### **Modalités de soumission des articles au dossier du n°259 (2025-3) de la Ried**

---

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

#### **1- Envoi de la proposition d'article**

Les auteur·e·s envoient un résumé, en français, anglais, ou espagnol, présentant le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

Le fichier Word du résumé, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-259 », comprend :

- Le titre : court et précis, de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Une bibliographie (hors du décompte des signes).

Un second fichier Word, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indique de manière exhaustive les noms et prénoms des auteur·es, leur discipline, statut, rattachement institutionnel, adresses courriel, l'indication de l'auteur correspondant.

**Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.**

## 2- Envoi de l'article

Les auteur·es dont les propositions d'article ont été sélectionné·es à l'étape précédente s'engagent à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes de la revue, indiquées à cette page : [consignes aux auteurs](#) (disponible en français, anglais, espagnol).

**Les articles (de 45 000 signes environ, espaces comprises, hors résumé et bibliographie),** pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué à cette page : [Normes bibliographiques](#) (format APA).

## Calendrier de production

---

Les auteur·es s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

**Les propositions d'articles** sont à soumettre **avant le 10 septembre 2024** aux adresses ci-dessous :

- [Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr](mailto:Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr)
- [elainemoreiralau@gmail.com](mailto:elainemoreiralau@gmail.com)
- [cecilia.rodriques.ribeiro@gmail.com](mailto:cecilia.rodriques.ribeiro@gmail.com)
- [aitmahdi@gmail.com](mailto:aitmahdi@gmail.com)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

- **Les auteur·es présélectionné·es** par les coordinateur·ices et le comité de rédaction seront prévenu·es par l'équipe de la revue la semaine du **16 septembre 2024**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·es de la revue, seront envoyées par les auteur·es aux courriels précités **avant le 18 novembre 2024**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°259 2025-3 est prévue pour **novembre 2025**.

## Références citées

---

Ancey, V., Pesche, D., & Daviron, B. (2017). Résilience et développement : Complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au Sahel. *Revue internationale des études du développement*, 231(3), 57-89. <https://doi.org/10.3917/ried.231.0057>

De Angelis, M., & Harvie, D. (2014). The Commons. In Parker, M., Cheney, G., Fournier, V., & Land, C. (Eds.). *The Routledge Companion to Alternative Organization* (280–291). Routledge.

Appadurai A. (2001). *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Trad. Françoise Bouillot et Hélène Frappat. Payot.

Barroca B., DiNardo M., & Mboumoua, I. (2013). De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ?

EchoGéo, 24.

<https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>

Béné, C., et al. (2012). *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes* (1-61). IDS Working Papers.

Bonneuil, C. (2017). Capitalocène. Réflexions sur l'échange écologique inégal et le crime climatique à l'âge de l'Anthropocène, *EcoRev'*, 44(1), 52-60.

<https://doi.org/10.3917/ecorev.044.0052>

Chandler D., & Coaffee, J. (2016). *The Routledge Handbook of International Resilience* (420). Routledge.

Chandler, D., & Reid, J. (2016). *The Neoliberal Subject: Resilience, Adaptation and Vulnerability* (204). Rowman & Littlefield.

Crutzen, P. J. (2002). Geology of mankind. *Nature*, 415, 23.

<https://doi.org/10.1038/415023a>

Cyrułnik, B. (2013). La résilience : Un processus multicausal. *Revue française des affaires sociales*, n° 1-2, 15-19.

<https://doi.org/10.3917/rfas.125.0015>

Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture* (800). Gallimard.

David, V. (2017). La nouvelle vague des droits de la nature. La personnalité juridique reconnue aux fleuves Whanganui, Gange et Yamuna, *Revue juridique de l'environnement*, 42(3), 409-424.

Folke A. (2006). Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-ecological Systems Analyses. *Global Environmental Change*, 16, 253-267.

<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>

Giacaman, R. (2020). Reflections on the meaning of 'resilience' in the Palestinian context. *Journal of Public Health*, 42(3), 369-400.

<https://doi.org/10.1093/pubmed/fdz118>

Giovalucchi, F. (2014). Résilience, résistance ou changement ? À propos de quelques écueils d'un paradigme naissant de l'aide au développement. In Châtaigner, J.-M. (Ed.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation* (115-132). Karthala.

Haines, Y.Y. (2009). On the Definition of Resilience in Systems. *Risk Analysis*, 29(4), 498-501.

<https://doi.org/10.1111/j.1539-6924.2009.01216.x>

Hall, P. A., & Lamont, M. (2013). *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge University Press.

Haller, T. (2019). The Different Meanings of Land in the Age of Neoliberalism: Theoretical Reflections on Commons and Resilience Grabbing from a Social Anthropological Perspective. *Land*, 8(7), 104, 22.

<https://doi.org/10.3390/land8070104>

Holling, C. S. (1987). Simplifying the complex: The paradigms of ecological function and structure. *European Journal of Operational Research*, 30(2), 139-146.

[https://doi.org/10.1016/0377-2217\(87\)90091-9](https://doi.org/10.1016/0377-2217(87)90091-9)

Janin, P., & Chapus, Q. (2023). *La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?* ird-04211588, 38. 10.13140/RG.2.2.33731.99362

Johnson, M. F., Ide, T., & Gonzalez Cruz, J. (2023). Conceptualizing resilience within environmental peacebuilding. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 65, 101362.

<https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101362>

Le Guillou C., & Poupeau, F. (2020). Gérer la pénurie, produire du commun, *Revue de la régulation*, 27(1), 22.

<https://doi.org/10.4000/regulation.16656>

Lallau, B., Laissus-Benoist, P., & Mbetid-Bessane, E. (2018). Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? *Revue internationale des études du développement*, 235, 9-25.

<https://doi.org/10.3917/ried.235.0009>

Lallau, B. (2016). À la recherche du paysan résilient : Éléments de réflexion sur une notion à la mode. *Cahiers d'Outre-Mer*, 273, 139-170.

<https://doi.org/10.4000/com.7726>

Landivar, D., & Ramillien, E. (2013). *L'économie politique des humains et non humains : nouvelles constitutions politiques en Amérique Latine et reconfigurations ontologiques*, Texte publié en ligne seulement : [http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar\\_ramillien\\_afep\\_2013.pdf](http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar_ramillien_afep_2013.pdf) pp 24.

Mamani Gomez, W. (2018). Monitoreo de los fenómenos climáticos bajo el conocimiento local y científico para reducir

daños en la agricultura familiar Comunidad Cutusuma, Municipio Batallas. In Nuñez-Villalba, J. (Eds.). *Monitoreo espacial de los efectos del cambio climático en el Lago Titicaca con imágenes de Satélite*. UMSA, Cooperación Suiza en Bolivia, 1(3),55-78.

Mahdi, M. (2022). L'Agdal, une antithèse de la tragédie des communs. *La Fabrique de Méditerranée*, (4).

Moreira, E. (2016). Espace urbain et échanges chez les Ye'kuana à Boa Vista, Roraima (Amazonie brésilienne). *Développement durable et territoires*, 7(1), 16.

<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11101>

Ostrom E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (295). Cambridge University Press.

Pelling M. (2011). *Adaptation to climate change: from resilience to transformation* (274). Routledge.

Petrescu, D., & Petcou, C. (2022). *Quelle est la valeur de résilience des communs face au changement climatique ?* Passerelle.

Quenault, B. (2017). Résilience et aide internationale : rhétorique discursive ou véritable réforme ? *Mondes en développement*, 4 (180), 35-52.

Rothe, D. (2017). Chapter 14: Climate change and security. From paradigmatic resilience to resilience multiple. In Chandler, D., & Coaffee, J. (Eds.). *The Routledge Handbook of International Resilience*. Routledge.

Sen, A. (1985). *Commodities and Capabilities*, North Holland, 130.

Svampa, M. (2019). *As fronteiras do neoextrativismo na América Latina: conflitos socioambientais, giro ecoterritorial e novas dependências*. Elefante, 191.

Ulrichs, M., Slater, R., & Costella, C. (2019). Building resilience to climate risks through social protection: From individualized models to systemic transformation. *Disasters*, (S3), S368-S387.

<https://doi.org/10.1111/disa.12339>

## CALL FOR PAPERS

# " Resilience of the Commons in the Age of the Anthropocene "

*Revue internationale des études du développement n° 259 (2025-3)*

### GUEST EDITORS

- Jordie Blanc Ansari (associate professor in anthropology at IEDES, UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD)
- Cecilia Rodrigues (clinical psychologist, Université Sorbonne Paris Nord, Unité Transversale de Recherche Psychogénèse et Psychopathologie)
- Elaine Moreira (anthropologist, full professor at the Department of Latin-American Studies, Universidade de Brasília; member of the Brazilian Anthropology Association's Commission on Indigenous Issues; and coordinator of the Observatory of Indigenous Rights and Policies)
- Mohamed Mahdi (development sociologist, École Nationale d'Agriculture de Meknès, founding member of the Targa-Aide organization and of the Centre de recherche et d'étude sur les sociétés contemporaines)

The early 21st century has been marked by a multiplicity of heterogeneous crises: armed conflicts, popular uprisings, environmental disasters, epidemics, and famines. Far from being unprecedented events, they seem to be lasting and almost inherent to the existing economic and political systems. These crises evolve and are reconfigured in an interconnected, even interdependent world that is characterized by the rapid circulation of ideas and flows (whether financial, informational, commercial, or technological), and the strengthening of reticulated networks (whether social, political, or academic). What is more, these crises often echo each other, respond to one another, or even overlap. These phenomena are nested in global scales (Appadurai, 1996), at an unprecedented time in history known as the Anthropocene (Crutzen, 2002) or the Capitalocene (Bonneuil, 2017), when anthropic actions – or even the capitalist system – may be powerful accelerators of climate change. These notions, which have been hijacked and reinterpreted by various actors, are still up for debate.

While the Anthropocene used to appear until recently as a new temporal division characterized by the over-determining weight of societies on their global environment and the ecosystems that are their homes, this epoch now goes well beyond: the term has been popularized by the media, and it reflects the impossibility of understanding nature without the human actions that disrupt and transform it (and vice versa).

Due to the accelerating negative effects of anthropogenic actions, these same human societies are faced with the urgent need to adapt and construct the transformations that are necessary for their own survival. However, it remains difficult, if not problematic, to define the stages and forms of this transition. Indeed, while many adaptations may seem to have stemmed from a sense of short-term urgency, conceiving of these transformations rather implies a strategic agenda and founding participatory policies to leverage the effects that are essential for their implementation. Thus, what are the narratives, constructs, and viable strategies in the Anthropocene? For more than a decade, resilience has occupied a special place at the heart of complex, interlinked crises, although it has not always been clearly defined and implemented.

The field of global crisis analysis and response is permeated by the notion of resilience (Giovalucchi, 2014). Numerous disciplines, schools of thought, and professional communities resort to it, more particularly in the field of development aid, human security, and international relations (Rothe, 2017). In many ways, during this decade, it has been inserted into projects by a set of actors and institutions with immoderate ambition, producing mixed results (Janin and Chapus, 2023). While the development aid community borrowed the notion from systemic analysis (Haines, 2009), the definition and use of resilience have failed to achieve consensus (Lallau, 2016; Johnson et al., 2023).

To some, resilience is not a state, but a dynamic process linked to the ability to recover after a shock (Cyrulnik, 2013); for others, it refers to agency, in line with the work of Amartya Sen (Sen, 1985). It can also be understood as all the adaptive changes at the heart of critical situations. For many authors, it is plural, as over time, the ability to be resilient revolves around practices of resistance, adaptation, and transformation (Béné, 2012). It belongs to a continuum of existing practices (Ancey, 2017), the result of a construction made of legacy, persistence, and innovation. It thus reveals a set of economic and social processes, ranging from the technical to the political (Pelling, 2011). It is strongly linked with governance. Beyond its instrumental role, it also seems to be a political object that should be considered as such.

Several challenges thus arise: who should be resilient? When? At what price? In what way? And in reaction to what? Often thought of and implemented through the prism of individual responsibility (as the ability to overcome difficulties or to withstand shocks), the notion hence *de facto* leaves aside collective dynamics and actions, which are more complex to construct and to reproduce. This state of affairs has generated debates, discredit, and criticism about its origins and its neoliberal meaning (Chandler and Reid, 2016), as a “technocratic avatar of the development aid sphere” (Lallau et al., 2018). Ultimately, resilience may serve to “normalize the abnormal” (Giacaman, 2020). What about its relevance and “positive” nature today?

In this issue, we would like to reflect on: 1) the uses and misuses of the term resilience in the field of development, 2) by examining knowledge and know-how as forms of resilience in situated practices 3) to study the management of common goods as a new approach to resilience 4) by opening up onto social movements and legal transformations as possible levers for the resilience of the commons.

With several possible lines of inquiry, the authors should reflect on the different responses and alternatives (and more rarely strategies) in the face of crises based on case studies, at several scales of time and space (local, regional, and global). How is this standardized notion used by market players and by the field of development aid? What are the limits to the use of resilience in numerical measures, which have become a parametric element in the service of neoliberal logics? What relationships are fundamentally created between knowledge and resilience-making? What possible dialogues does resilience open up to conceive of the viability of natural resources and of new forms of governance? What innovations have actors developed to build the future that they aspire to in the Anthropocene?

These numerous open questions can likely be fed by varied fieldwork and different disciplinary approaches, from local strategies to more institutional approaches in the face of extreme emergencies and socio-environmental crises. Such studies may also intersect with gender issues, whether they concern gendered movements, or specific gendered knowledge or know-how.

## **Line of inquiry 1 – “Top-down” resilience: a critical political and technocratic object**

In many cases, the notion of resilience has replaced the use of the term “vulnerability” (Barroca et al., 2013). While vulnerability has a negative connotation, resilience is somewhat positive (Holling, 1987), and emphasizes adaptive abilities and contextual possibilities in the present time (Chandler and Coaffee, 2016). However, what of its operational nature? The emergence of the pro-resilience discourse seems to have been at work in development aid projects as a way of concealing neoliberal logic and donors’ interests (Quenault, 2017). Could resilience be the new form taken by imperatives to adapt or technocratic injunctions? What theoretical and practical avenues could allow going beyond this vision?

We call for contributions that analyze the doctrinal divergence between the notion of resilience put forward by international institutions and that put forward by civil society and the communities concerned. Indeed, its use does not have the same connotations in the narratives of international financial institutions and in those of peasant organizations. Thus, the World Bank refers to it in its new agenda to “encourage collective action and improve the well-being of populations in contexts of risk,” with a top-down, performative, number-oriented perspective (resilience score). However, for the *Via Campesina* peasant movement, resilience is associated with agricultural and food sovereignty based on indigenous know-how, which thus calls into question its neoliberal meaning and construction (Hall and Lamont, 2013). With this first distinction, the questioning (which is also a confrontation) of development actions and policies in the light of environmental

challenges implies numerous reconfigurations: of time scales, no doubt, but even more so of scales of action. What are the contexts in which resilience, thus bounded, is not viable or even possible for local actors?

## Line of inquiry 2 – “Bottom-up” resilience: knowledge, know-how, and resilience-making

In this line of inquiry, we propose to analyze knowledge production and peripheral epistemology (whether subordinate, postcolonial, or decolonial) to apply a “bottom-up” approach to resilience. The studies produced will preferably examine the ability to produce meaning and act in the context of crises that directly impact actors’ daily lives. **What traditional knowledge or know-how and collective resilience actions are at work in civil or local societies and communities?** Is it possible to talk about resilience-making when social actors “absorb, anticipate and adapt to climate-related shocks and stresses” (Ulrichs, Slater and Costella, 2019)? In the Bolivian Andes for example, several measures have been gathered, produced, and used by farmers, thus allowing them to diagnose the climate, anticipate the weather, and therefore adapt their agricultural activities (Mamani Gomez, in Nuñez Villalba, 2018).

Here, we call for proposals that address the different, plural forms of resilience, in a situated and practical manner. For example, in the Sahel, faced with increasing climatic uncertainty, actors have sought to make the most of it thanks to their social relationships (hospitality, sharing of watering places, etc.), techniques, and know-how (Ancy, 2017). This is also true in other geographical areas where local actors emphasize the inclusion in family and community networks and customary rights, which allows them to cope with climatic, environmental, and/or agricultural imperatives (Folke, 2006). The High Atlas also exemplifies this phenomenon (Mahdi, 2022), as indigenous knowledge and know-how in natural resource management have enabled farming communities to ensure their food sovereignty.

The submissions within this line of inquiry will aim to examine uses and practices, and to adopt a situated, empirical perspective, in particular based on the ethnographic method.

## Line of inquiry 3 – Commons management in a new approach to resilience

This line of inquiry emphasizes a commons management that concomitantly encompasses the political, social, and environmental dimensions. Here, the notion of “common” refers to “social systems in which resources are shared by a community of users/producers, who also define the modes of use and production, distribution and circulation of these resources through democratic and horizontal forms of governance” (De Angelis et al., 2014). Recent research draws a link between the study of the commons and resilience. It combines the concepts of care, regeneration, and resilience (Petrescu, 2022) to examine the capture of common goods and the adaptability of populations in the face of the neoliberal economy (Haller, 2019).

Submission may focus in particular on forms of collaborative and participatory governance as a key to building resilience, whether these are actions carried out by local societies or taking place at the interface with development projects (Janin and Chapus, 2023). What long-term governance can there be in the face of the challenges of climate change? Are more participatory, cooperative, even inclusive forms of natural resource management likely to promote the construction of certain forms of resilience? Will the *commons* be able to resist the destabilizing and potentially devastating effects of climate change even though recognition and support for them is scarce as it is?

For Ostrom (1990), the ideal system of governance of the *commons* should be resilient in the sense that it does not threaten their future or that of societies. However, the notion of *commons* considers natural resources as a collective good; it remains polysemous and is thus up for debate. Conversely, all forms of self-organization do not necessarily promote the *commons* ideal (Le Gouill and Poupeau, 2020). Worse yet, in the event of strong tensions around the resource-society nexus – such as dams, road construction, mining, or even intensive agriculture – local populations may lose their ability to manage natural resources (Moreira, 2016). In such contexts, how do actors (re-)think commons management?

## Line of inquiry 4 – Social movements and legal transformations: a lever for the resilience of the commons?

This final line of inquiry concerns the relationships built between collective actions, indigenous demands, local movements, and forms of resilience. The aim here is to examine the legal outcomes relating to the commons following these movements. How do the latter participate in the transformation of or protest against legal frameworks in the face of increasing environmental challenges?

This undoubtedly requires moving away from a utilitarian and extractivist approach to resources (Svampa, 2019), as naturalist ontology has (Descola, 2005). Some institutional breakthroughs have precisely granted the environment a real legal status. In Ecuador, the 2008 Constitution put forward nature's right (Landivar and Ramillien, 2013). In 2010, the Bolivian state also included *Madre Tierra* in its legislation as a set of non-human entities: animals, plants, natural resources, and spirits. More recently still, the New Zealand parliament recognized the legal identity of the Whanganui River following indigenous Maori claims (David, 2017). **Can these acts of resistance and demands be considered as the expression of a form of resilience, or are they calls for other dynamics of change?**

Should resilience be reduced – and resigned – to being only a passive form of adaptation to change or can it be conceived of and constructed by combining forms of resistance with political, legal, and social transformation? This line of inquiry will also examine the efficiency of these legal frameworks and their limits in the face of power struggles.

## Submission details / Participation in Issue n° 259 (2025/3) of the RIED

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#) and the [Guidelines for Authors](#).  
The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

## Submitting the proposal

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-259," and must include:

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- the bibliographical references (not included in the character count);

For each author, a second file entitled "AUTHOR'S SURNAME-259-info," must include their first name and last name, their discipline, status, institutional affiliation, email address, and the name of the corresponding author.

For the proposals to be examined, it is essential that they follow these guidelines. Their suitability to the call for papers will be determined by the guest editors and the journal's editorial board.

## Submitting the paper

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double-blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference

(with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously. The references cited must be presented in APA format.

## Publication Calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by September 10, 2024 to:

- [Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr](mailto:Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr)
- [elainemoreiralau@gmail.com](mailto:elainemoreiralau@gmail.com)
- [cecilia.rodrigues.ribeiro@gmail.com](mailto:cecilia.rodrigues.ribeiro@gmail.com)
- [aitmahdi@gmail.com](mailto:aitmahdi@gmail.com)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

- The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of September 16, 2024.

- The first draft, following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the aforementioned email addresses by November 18, 2024.

- The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment from the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process. N° 259 2025-3 is expected to be published in November 2025.

## References

Ancey, V., Pesche, D., & Daviron, B. (2017). Résilience et développement : Complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au Sahel. *Revue internationale des études du développement*, 231(3), 57-89. <https://doi.org/10.3917/ried.231.0057>

De Angelis, M., & Harvie, D. (2014). The Commons. In Parker, M., Cheney, G., Fournier, V., & Land, C. (Eds.). *The Routledge Companion to Alternative Organization* (280–291). Routledge.

Appadurai A. (2001). *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Trad. Françoise Bouillot et Hélène Frappat. Payot.

Barroca B., DiNardo M., & Mboumoua, I. (2013). De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? *EchoGéo*, 24. <https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>

Béné, C., et al. (2012). *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes* (1-61). IDS Working Papers.

Bonneuil, C. (2017). Capitalocène. Réflexions sur l'échange écologique inégal et le crime climatique à l'âge de l'Anthropocène, *EcoRev'*, 44(1), 52-60. <https://doi.org/10.3917/ecorev.044.0052>

Chandler D., & Coaffee, J. (2016). *The Routledge Handbook of International Resilience* (420). Routledge.

Chandler, D., & Reid, J. (2016). *The Neoliberal Subject: Resilience, Adaptation and Vulnerability* (204). Rowman & Littlefield.

Crutzen, P. J. (2002). Geology of mankind. *Nature*, 415, 23. <https://doi.org/10.1038/415023a>

Cyrulnik, B. (2013). La résilience : Un processus multicausal. *Revue française des affaires sociales*, n° 1-2, 15-19. <https://doi.org/10.3917/rfas.125.0015>

Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture* (800). Gallimard.

- David, V. (2017). La nouvelle vague des droits de la nature. La personnalité juridique reconnue aux fleuves Whanganui, Gange et Yamuna, *Revue juridique de l'environnement*, 42(3), 409-424.
- Folke A. (2006). Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-ecological Systems Analyses. *Global Environmental Change*, 16, 253–267.  
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- Giacaman, R. (2020). Reflections on the meaning of 'resilience' in the Palestinian context. *Journal of Public Health*, 42(3), 369-400.  
<https://doi.org/10.1093/pubmed/fdz118>
- Giovalucchi, F. (2014). Résilience, résistance ou changement ? À propos de quelques écueils d'un paradigme naissant de l'aide au développement. In Châtaigner, J.-M. (Ed.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation* (115-132). Karthala.
- Haines, Y.Y. (2009). On the Definition of Resilience in Systems. *Risk Analysis*, 29(4), 498-501.  
<https://doi.org/10.1111/j.1539-6924.2009.01216.x>
- Hall, P. A., & Lamont, M. (2013). *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge University Press.
- Haller, T. (2019). The Different Meanings of Land in the Age of Neoliberalism: Theoretical Reflections on Commons and Resilience Grabbing from a Social Anthropological Perspective. *Land*, 8(7), 104, 22.  
<https://doi.org/10.3390/land8070104>
- Holling, C. S. (1987). Simplifying the complex: The paradigms of ecological function and structure. *European Journal of Operational Research*, 30(2), 139-146.  
[https://doi.org/10.1016/0377-2217\(87\)90091-9](https://doi.org/10.1016/0377-2217(87)90091-9)
- Janin, P., & Chapus, Q. (2023). *La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?* ird-04211588, 38.  
10.13140/RG.2.2.33731.99362
- Johnson, M. F., Ide, T., & Gonzalez Cruz, J. (2023). Conceptualizing resilience within environmental peacebuilding. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 65, 101362.  
<https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101362>
- Le Guill C., & Poupeau, F. (2020). Gérer la pénurie, produire du commun, *Revue de la régulation*, 27(1), 22.  
<https://doi.org/10.4000/regulation.16656>
- Lallau, B., Laissus-Benoist, P., & Mbetid-Bessane, E. (2018). Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? *Revue internationale des études du développement*, 235, 9-25.  
<https://doi.org/10.3917/ried.235.0009>
- Lallau, B. (2016). À la recherche du paysan résilient : Éléments de réflexion sur une notion à la mode. *Cahiers d'Outre-Mer*, 273, 139-170.  
<https://doi.org/10.4000/com.7726>
- Landivar, D., & Ramillien, E. (2013). *L'économie politique des humains et non humains : nouvelles constitutions politiques en Amérique Latine et reconfigurations ontologiques*, Texte publié en ligne seulement : [http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar\\_ramillien\\_afep\\_2013.pdf](http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar_ramillien_afep_2013.pdf) pp 24.
- Mamani Gomez, W. (2018). Monitoreo de los fenómenos climáticos bajo el conocimiento local y científico para reducir daños en la agricultura familiar Comunidad Cutusuma, Municipio Batallas. In Nuñez-Villalba, J. (Eds.). *Monitoreo espacial de los efectos del cambio climático en el Lago Titicaca con imágenes de Satélite*. UMSA, Cooperación Suiza en Bolivia, 1(3),55-78.
- Mahdi, M. (2022). L'Agdal, une antithèse de la tragédie des communs. *La Fabrique de Méditerranée*, (4).
- Moreira, E. (2016). Espace urbain et échanges chez les Ye'kuana à Boa Vista, Roraima (Amazonie brésilienne). *Développement durable et territoires*, 7(1), 16.  
<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11101>
- Ostrom E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (295). Cambridge University Press.
- Pelling M. (2011). *Adaptation to climate change: from resilience to transformation* (274). Routledge.
- Petrescu, D., & Petcou, C. (2022). *Quelle est la valeur de résilience des communs face au changement climatique ?* Passerelle.
- Quenault, B. (2017). Résilience et aide internationale : rhétorique discursive ou véritable réforme ? *Mondes en développement*, 4 (180), 35-52.

Rothe, D. (2017). Chapter 14: Climate change and security. From paradigmatic resilience to resilience multiple. In Chandler, D., & Coaffee, J. (Eds.). *The Routledge Handbook of International Resilience*. Routledge.

Sen, A. (1985). *Commodities and Capabilities*, North Holland, 130.

Svampa, M. (2019). *As fronteiras do neoextrativismo na América Latina: conflitos socioambientais, giro ecoterritorial e novas dependências*. Elefante, 191.

Ulrichs, M., Slater, R., & Costella, C. (2019). Building resilience to climate risks through social protection: From individualized models to systemic transformation. *Disasters*, (S3), S368-S387.

<https://doi.org/10.1111/disa.12339>

**LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES**  
**“Resiliencia de los comunes en la hora del Antropoceno”**  
*Revue internationale des études du développement n°259 (2025-3)*

**Coordinación del número**

- Jordie Blanc Ansari (profesora de antropología en el IEDES, UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD)
- Cecilia Rodrigues (psicóloga clínica, Université Sorbonne Paris Nord, Unité Transversale de Recherche Psychogenèse et Psychopathologie)
- Elaine Moreira (antropóloga, profesora en el Departamento de estudios latinoamericanos de la Universidad de Brasilia, miembro de la Comisión de cuestiones indígenas de la asociación brasileña de antropología y coordinadora del Observatorio de los derechos y políticas indígenas)
- Mohamed Mahdi (sociólogo del desarrollo, École nationale d'agriculture de Meknes, miembro fundador de la asociación Targa-Aide y del Centre de recherche et d'étude sur les sociétés contemporaines)

La entrada en el siglo XXI ha estado marcada por una multiplicación de crisis heterogéneas: conflictos armados, sublevaciones populares, desastres medioambientales o, aun, epidemias y hambrunas. Lejos de tratarse de eventos inéditos, aquellas parecen inscribirse en el tiempo y ser casi inherentes a los sistemas económicos y políticos existentes. Estas crisis evolucionan y se reconfiguran en un mundo interconectado, incluso interdependiente, caracterizado por la rápida circulación de ideas, de flujos (financieros, mediáticos, mercantiles y tecnológicos) y por el fortalecimiento de las redes reticulares (sociales, políticas, académicas). Además, a menudo, las crisis se hacen eco, se superponen. Estos fenómenos se imbrican en escalas globales (Appadurai, 1996) en el interior de un periodo inédito, definido como el del Antropoceno (Crutzen, 2002), o el del capitaloceno (Bonneuil, 2017) donde la acción antrópica – incluso el sistema capitalista – sería un potente acelerador del cambio climático. Estas nociones, recuperadas y reinterpretadas por diversos actores, son objeto de debate.

Si el Antropoceno aparecía, todavía hace poco, como un nuevo recorte temporal caracterizado por el peso sobredeterminante de las sociedades sobre su medioambiente global y los ecosistemas que las albergan, actualmente va más allá: el término, ahora vulgarizado y mediatizado, expresa la imposibilidad de entender la naturaleza sin las acciones humanas (y viceversa) que la alteran y transforman.

Debido a la aceleración de los efectos negativos de las acciones antrópicas, estas mismas sociedades humanas están confrontadas a la necesidad urgente de adaptarse y de construir las transformaciones necesarias a su propia supervivencia. Sin embargo, definir las etapas y modalidades de esta trayectoria de transición resulta difícil, incluso, problemático. En efecto, si numerosas adaptaciones parecen venir de un registro a corto plazo de la urgencia, tomar en consideración las transformaciones implica más bien una agenda estratégica y políticas participativas estructuradoras para ejercer efectos palanca indispensables para su implementación. Por consiguiente, ¿cuáles son los discursos, los imaginarios y las estrategias viables en el Antropoceno? En el centro de situaciones de crisis intrínsecas y enmarañadas desde hace más diez años, la resiliencia ocupa un lugar aparte, a falta de ser todavía claramente definida y concretizada.

La noción de resiliencia irriga el terreno de análisis y de respuesta a las crisis globales (Giovalucchi, 2014). Es movilizadora por numerosas disciplinas, corrientes de pensamiento y comunidades profesionales, de manera

más particular, en el campo de la ayuda al desarrollo, de la seguridad humana y de las relaciones internacionales (Rothe, 2017). En muchos sentidos, a lo largo de esta década, ha estado “proyectada” por un conjunto de actores e instituciones con excesivas ambiciones y resultados mitigados (Janin & Chapus, 2023). Tomada a préstamo al análisis sistémico (Haines, 2009) por el ámbito de la ayuda, la resiliencia es, no obstante, una noción cuya definición y utilización carecen de consenso (Lallau, 2016; Johnson et al., 2023).

La resiliencia no es un estado sino un proceso dinámico ligado a la capacidad a levantarse después de un shock (Cyrulnik, 2013); para otros, remite a la alteridad, en la línea de los trabajos de Amartya Sen (Sen, 1985). Puede ser entendida, también, como el conjunto de cambios adaptativos en el interior de las situaciones críticas. Para numerosos autores, la resiliencia es plural y se articula, a lo largo del tiempo, alrededor de prácticas de resistencia, adaptación y transformación (Béné, 2012). Se inscribe en la continuidad de las prácticas existentes (Ancey, 2017) y aparece como el resultante de una construcción hecha de herencias, remanentes e innovaciones. Aquí, revela un conjunto de procesos económicos y sociales que van del registro técnico al político (Pelling, 2011). Tiene un vínculo fuerte con las cuestiones de gobernabilidad. Más allá de su rol instrumental, parece también un objeto político propiamente dicho.

La resiliencia conlleva diferentes desafíos: ¿quién debe ser resiliente? ¿a qué plazo? ¿a qué precio? ¿bajo qué forma? ¿frente a qué? A menudo considerada e implementada bajo el ángulo de la responsabilidad individual (como capacidad para superar las dificultades, a encajar los shocks), la noción es, de hecho, dirigida a dejar de lado las dinámicas y acciones colectivas más complejas a construir y reproducir. Esta situación fáctica ha generado debates, descréditos y críticas sobre sus orígenes y su acepción neoliberal (Chandler & Reid, 2016) como “avatar tecnocrático del mundo de la ayuda” (Lallau et al., 2018). En última instancia, la resiliencia puede servir para “normalizar lo anormal” (Giacaman, 2020). ¿Qué hay, actualmente, de su pertinencia y de su carácter “positivo”?

En este dossier deseamos reflexionar: 1) sobre los buenos y malos usos del término resiliencia en el ámbito del desarrollo; 2) movilizándolo los conocimientos y las competencias como formas de resiliencias en las prácticas situadas; 3) para cuestionar la gestión de los bienes comunes como nuevo enfoque de la resiliencia; 4) abriendo hacia las movilizaciones sociales y las transformaciones jurídicas entendidas como eventuales palancas para la resiliencia de los comunes.

Los autores están invitados a abordar diferentes ejes y a reflexionar a las diferentes respuestas, alternativas (y, con menos frecuencia, estrategias) frente a las crisis a partir de estudios de caso, a diferentes escalas temporales y espacio (local, regional y global). ¿Qué utilización hacen de esta noción reglamentada por los actores del mercado y de la ayuda al desarrollo? ¿Cuáles son los límites de utilización de la noción de resiliencia en los indicadores cifrados de medida convertidos en un elemento paramétrico al servicio de las lógicas neoliberales? ¿Qué relaciones se crean fundamentalmente entre conocimientos y fábricas de la resiliencia? ¿Qué posibles diálogos lleva a cabo la resiliencia para tener en cuenta la viabilidad de los recursos naturales y de las nuevas formas de gobierno? ¿Qué innovaciones desarrollan los actores para construir el avenir al que aspiran en la época del Antropoceno?

Tantas cuestiones abiertas susceptibles de ser alimentadas por diferentes ámbitos de investigación y enfoques disciplinarios, desde las estrategias locales a los trabajos más institucionales frente a las urgencias extremas y a las crisis socio-medioambientales. Estos análisis pueden, asimismo, cruzarse con cuestiones de género, ya sean movilizaciones de género o de conocimientos o competencias específicas.

## **Eje 1 – La resiliencia “por lo alto”: objeto político y tecnocrático crítico**

En numerosos casos, la noción de resiliencia ha sustituido el empleo del término “vulnerabilidad” (Barroca et al., 2013). Si la vulnerabilidad tiene una connotación negativa, la resiliencia posee cierta forma de positividad (Holling, 1987) y pone el acento en las capacidades de adaptación y las posibilidades contextuales inscritas en el tiempo presente (Chandler & Coaffee, 2016). Pero, ¿qué sucede con su carácter operacional? La emergencia de un discurso pro resiliencia parece estar presente en los proyectos de ayuda al desarrollo como una manera de disimular la lógica neoliberal y los intereses de los benefactores

(Quenault, 2017). ¿Será la resiliencia una nueva forma de imperativo de adaptación o de mandato tecnocrático? ¿Cuáles serían las pistas, teóricas y prácticas, para dejar atrás esta visión?

Esperamos contribuciones que analicen la divergencia doctrinal frente a la noción de resiliencia llevada a cabo por las instituciones internacionales y aquellas realizadas por la sociedad civil y las comunidades concernidas. En efecto, su empleo no tiene las mismas connotaciones en los discursos de las instituciones financieras internacionales que en los relatos de las organizaciones campesinas. Así, el Banco Mundial moviliza la resiliencia en su nueva agenda para “incitar la acción colectiva y mejorar el bienestar de las poblaciones en contextos de riesgo” con una perspectiva descendiente, performativa y metrológica (marcador de resiliencia). Sin embargo, para el colectivo campesino Vía Campesina la resiliencia está asociada a los desafíos de soberanía agrícola y alimentaria a partir de competencias autóctonas, poniendo en tela de juicio su acepción y su construcción neoliberal (Hall & Lamont, 2013). A esta primera distinción, el cuestionamiento (que es también una confrontación) de las acciones y de las políticas de desarrollo bajo la perspectiva de los desafíos medioambientales, implica numerosas reconfiguraciones; de escalas de tiempo, sin duda alguna, pero, más todavía, de escalas de acción. ¿Cuáles son los contextos donde la resiliencia, así limitada, no es ni viable ni posible para los actores locales?

## Eje 2 – Resiliencia “por lo bajo”: conocimientos, competencias y fábrica de resiliencias

En este eje proponemos analizar la producción de los conocimientos y de las epistemologías periféricas (subalternas, poscoloniales, decoloniales) para tomar en cuenta la resiliencia “por lo bajo”. Los análisis realizados abordarán preferentemente las capacidades para dar sentido y actuar en contextos de crisis que afectan al cotidiano inmediato de los actores. **¿Qué conocimientos, competencias tradicionales y acciones colectivas de resiliencia se llevan a cabo en las sociedades civiles o locales y en las comunidades?** ¿Podemos hablar de fábrica de resiliencia cuando los actores sociales “anticipan, absorben y se adaptan a los riesgos ligados al clima” (Ulrichs et al., 2019)? En los Andes bolivianos, por ejemplo, varios indicadores son recogidos, producidos y movilizados por los campesinos para permitirles diagnosticar el clima, anticipar el tiempo y, por consiguiente, adaptar las actividades agrícolas (Mamani Gomez, en Nuñez Villalba, 2018).

En este eje esperamos propuestas que aborden diferentes formas de resiliencia en plural, de manera situada y práctica. Por ejemplo, en el Sahel, frente a las inestabilidades climáticas crecientes, los actores tratan de aprovecharse de la mejor manera posible gracias a sus relaciones sociales (hospitalidad, reparto de puntos de agua, etc.), a sus técnicas y competencias (Ancey, 2017). Esto es cierto también en otras zonas geográficas donde los actores locales destacan su inscripción en redes familiares, comunitarias y derechos consuetudinarios que les permiten hacer frente a los imperativos climáticos, ecológicos y/o agrícolas (Folke, 2006). El Alto Atlas es otra ilustración (Mahdi, 2022), donde los conocimientos y competencias de gestión de recursos naturales permitieron a las comunidades campesinas asegurar su soberanía alimentaria.

Las propuestas de artículos para este eje deberán cuestionar los usos, las prácticas y deberán movilizar los conocimientos a partir de una perspectiva situada y empírica, especialmente a partir de un método etnográfico.

## Eje 3 – La gestión de los comunes para un nuevo enfoque de la resiliencia

Este eje pone el acento en la gestión de los comunes teniendo en cuenta, de manera concomitante, las dimensiones política, social y medioambiental. La noción de “común” designa aquí un “sistema social en el cual los recursos son compartidos por una comunidad de usuarios/as-productores/as, que definen asimismo los modos de uso y de producción, de distribución y de circulación de estos recursos a través de formas de gobierno democráticas y horizontales” (De Angelis et al., 2014). Trabajos recientes han hecho el vínculo entre el estudio de los comunes y la resiliencia. Mezclan los conceptos de *care*, de regeneración y de resiliencia (Petrescu, 2022) para estudiar los desafíos de acaparamientos de bienes comunes y las capacidades de adaptación de las poblaciones frente a la economía neoliberal (Haller, 2019).

Las propuestas de artículo podrán analizar, particularmente, las formas de gobierno colaborativo y participativo como clave de construcción de la resiliencia, ya sean acciones llevadas a cabo por las sociedades locales ya sean llevándose a cabo a la interfaz con los proyectos de desarrollo desplegados (Janin & Chapus, 2023). ¿Qué gobiernos resultan viables, a largo plazo, frente a los desafíos del cambio climático? ¿Formas más participativas, cooperativas, inclusivas de gestión de recursos naturales, consiguen favorecer la construcción de ciertas formas de resiliencia? ¿Podrán los comunes resistir a los efectos desestabilizadores y potencialmente devastadores del cambio climático cuando incluso encuentran dificultades para ser reconocidos e implementados?

Para Ostrom (1990), el sistema ideal de gobierno de los comunes debería ser resiliente en el sentido que no endeude su futuro ni el de las sociedades. Pero la noción de comunes considera los recursos naturales como un bien colectivo; es polisémica y está sujeta a debate. Al contrario, toda forma de autoorganización no promueve, necesariamente, el ideal de común (Le Gouill & Poupeau, 2020). Peor todavía, en caso de fuertes tensiones del nexo recurso-sociedades – como las presas, las construcciones de carreteras, las extracciones mineras o, incluso, la agricultura intensiva – las poblaciones locales pueden perder su capacidad de gestión de recursos naturales (Moreira, 2016). En tales contextos, ¿cómo se movilizan los actores para (re)pensar la gestión de los comunes?

#### **Eje 4 – Movilizaciones sociales y transformaciones jurídicas: ¿palanca para la resiliencia de los comunes?**

Este último eje trata de las relaciones creadas entre acciones colectivas, reivindicaciones autóctonas, movilizaciones locales y las formas de resiliencia. Se trata de cuestionar aquí las consecuencias jurídicas que afectan a los comunes como consecuencia de las movilizaciones. ¿Cómo participan estas últimas a la transformación de los marcos jurídicos o a su contestación frente al refuerzo de los desafíos medioambientales?

Esto impone, sin duda, salir de un planteamiento utilitarista y extractivista con respecto a los recursos (Svampa, 2019) a semejanza de la ontología naturalista (Descola, 2005). Ciertos avances institucionales han otorgado al medioambiente, de forma precisa, un verdadero estatuto jurídico. En Ecuador, la Constitución de 2008 creó un derecho de la naturaleza (Landivar & Ramillien, 2013). En 2010, el Estado boliviano integró, igualmente, en su legislación la *Madre Tierra* como conjunto de entidades no humanas: animales, vegetales, recursos naturales y espíritus. De forma más reciente, el parlamento de Nueva Zelanda ha reconocido la personalidad jurídica del río Whanganui como consecuencia de las reivindicaciones autóctonas maoríes (David, 2017). **¿Estos actos de resistencia y de reivindicación, pueden considerarse como la expresión de una forma de resiliencia o interpelan a otras dinámicas de cambio?** La resiliencia, ¿debe resumirse – y resignarse – a ser únicamente una forma pasiva de adaptación o de cambio o puede ser concebida y construida asociando formas de resistencia y de transformación política, jurídica, social? Este eje también planteará la eficiencia de estos marcos jurídicos y de sus límites frente a las relaciones de poder.

#### **Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°258 (2025/2) de la Revista**

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#) y [las recomendaciones a los autores](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

#### **Envío de la propuesta de contribuciones**

**Las propuestas de contribuciones**, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

El documento Word del resumen, titulado “NOMBRE DEL AUTOR-Proposición-259”, incluirá:

- El título: corto y preciso, de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de añadir un subtítulo);
- El objeto de investigación, el marco teórico, el terreno estudiado, los principales resultados;
- Una bibliografía (no incluida en el número de caracteres).

Un segundo documento Word titulado “NOMBRE DEL AUTOR-Informaciones” indicará, exhaustivamente, los nombres y apellidos de los autores o las autoras, su disciplina, estatus, vinculación institucional, direcciones de correo electrónico, indicación del autor correspondiente.

Estos elementos son indispensables para el examen de la propuesta de artículo. La adecuación de la propuesta al llamamiento a contribución es comprobada por los coordinadores y las coordinadoras y por la redacción de la revista.

## Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

**Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía)** podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

## Cronograma

Los autores y las autoras se comprometen a respetar el cronograma indicado para la redacción.

Las propuestas de artículos deben ser enviadas antes del **10 de septiembre del 2024** a las siguientes direcciones electrónicas:

- [Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr](mailto:Jordie.Blanc-Ansari@univ-paris1.fr)
- [elainemoreiralau@gmail.com](mailto:elainemoreiralau@gmail.com)
- [cecilia.rodrigues.ribeiro@gmail.com](mailto:cecilia.rodrigues.ribeiro@gmail.com)
- [aitmahdi@gmail.com](mailto:aitmahdi@gmail.com)
- [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

- **Los autores o las autoras preseleccionados** por los coordinadores y las coordinadoras y el comité de redacción serán informados o informadas por el equipo de la revista la semana del **16 de septiembre del 2024**.

- Las primeras versiones de los artículos, conformes a las instrucciones de los autores y las autoras de la revista, serán enviadas por los autores y autoras a las direcciones de correo electrónico citadas anteriormente antes del **18 de noviembre del 2024**.

- El proceso de evaluación durará varios meses, cada artículo – anónimo – será sometido a una doble lectura a ciegas por relectores ajenos a la revista, expertos del tema tratado, y este número 259 2025-3 saldrá a la venta en librerías en noviembre del 2025.

## Referencias bibliográficas

Ancey, V., Pesche, D., & Daviron, B. (2017). Résilience et développement : Complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au Sahel. *Revue internationale des études du développement*, 231(3), 57-89. <https://doi.org/10.3917/ried.231.0057>

- De Angelis, M., & Harvie, D. (2014). The Commons. In Parker, M., Cheney, G., Fournier, V., & Land, C. (Eds.). *The Routledge Companion to Alternative Organization* (280–291). Routledge.
- Appadurai A. (2001). *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Trad. Françoise Bouillot et Hélène Frappat. Payot.
- Barroca B., DiNardo M., & Mboumoua, I. (2013). De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? *EchoGéo*, 24.  
<https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>
- Béné, C., et al. (2012). *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes* (1-61). IDS Working Papers.
- Bonneuil, C. (2017). Capitalocène. Réflexions sur l'échange écologique inégal et le crime climatique à l'âge de l'Anthropocène, *EcoRev'*, 44(1), 52-60.  
<https://doi.org/10.3917/ecorev.044.0052>
- Chandler D., & Coaffee, J. (2016). *The Routledge Handbook of International Resilience* (420). Routledge.
- Chandler, D., & Reid, J. (2016). *The Neoliberal Subject: Resilience, Adaptation and Vulnerability* (204). Rowman & Littlefield.
- Crutzen, P. J. (2002). Geology of mankind. *Nature*, 415, 23.  
<https://doi.org/10.1038/415023a>
- Cyrulnik, B. (2013). La résilience : Un processus multicausal. *Revue française des affaires sociales*, n°1-2, 15-19.  
<https://doi.org/10.3917/rfas.125.0015>
- Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture* (800). Gallimard.
- David, V. (2017). La nouvelle vague des droits de la nature. La personnalité juridique reconnue aux fleuves Whanganui, Gange et Yamuna, *Revue juridique de l'environnement*, 42(3), 409-424.
- Folke A. (2006). Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-ecological Systems Analyses. *Global Environmental Change*, 16, 253–267.  
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- Giacaman, R. (2020). Reflections on the meaning of 'resilience' in the Palestinian context. *Journal of Public Health*, 42(3), 369-400.  
<https://doi.org/10.1093/pubmed/fdz118>
- Giovalucchi, F. (2014). Résilience, résistance ou changement ? À propos de quelques écueils d'un paradigme naissant de l'aide au développement. In Châtaigner, J.-M. (Ed.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation* (115-132). Karthala.
- Haines, Y.Y. (2009). On the Definition of Resilience in Systems. *Risk Analysis*, 29(4), 498-501.  
<https://doi.org/10.1111/j.1539-6924.2009.01216.x>
- Hall, P. A., & Lamont, M. (2013). *Social Resilience in the Neoliberal Era*. Cambridge University Press.
- Haller, T. (2019). The Different Meanings of Land in the Age of Neoliberalism: Theoretical Reflections on Commons and Resilience Grabbing from a Social Anthropological Perspective. *Land*, 8(7), 104, 22.  
<https://doi.org/10.3390/land8070104>
- Holling, C. S. (1987). Simplifying the complex: The paradigms of ecological function and structure. *European Journal of Operational Research*, 30(2), 139-146.  
[https://doi.org/10.1016/0377-2217\(87\)90091-9](https://doi.org/10.1016/0377-2217(87)90091-9)
- Janin, P., & Chapus, Q. (2023). *La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?* ird-04211588, 38.  
10.13140/RG.2.2.33731.99362
- Johnson, M. F., Ide, T., & Gonzalez Cruz, J. (2023). Conceptualizing resilience within environmental peacebuilding. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 65, 101362.  
<https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101362>
- Le Gouill C., & Poupeau, F. (2020). Gérer la pénurie, produire du commun, *Revue de la régulation*, 27(1), 22.  
<https://doi.org/10.4000/regulation.16656>
- Lallau, B., Laissus-Benoist, P., & Mbetid-Bessane, E. (2018). Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? *Revue internationale des études du développement*, 235, 9-25.  
<https://doi.org/10.3917/ried.235.0009>

- Lallau, B. (2016). À la recherche du paysan résilient : Éléments de réflexion sur une notion à la mode. *Cahiers d'Outre-Mer*, 273, 139-170.  
<https://doi.org/10.4000/com.7726>
- Landivar, D., & Ramillien, E. (2013). *L'économie politique des humains et non humains : nouvelles constitutions politiques en Amérique Latine et reconfigurations ontologiques*, Texte publié en ligne seulement : [http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar\\_ramillien\\_afep\\_2013.pdf](http://clementthomas.com/wp-content/uploads/2016/07/landivar_ramillien_afep_2013.pdf) pp 24.
- Mamani Gomez, W. (2018). Monitoreo de los fenómenos climáticos bajo el conocimiento local y científico para reducir daños en la agricultura familiar Comunidad Cutusuma, Municipio Batallas. In Nuñez-Villalba, J. (Eds.). *Monitoreo espacial de los efectos del cambio climático en el Lago Titicaca con imágenes de Satélite*. UMSA, Cooperación Suiza en Bolivia, 1(3),55-78.
- Mahdi, M. (2022). L'Agdal, une antithèse de la tragédie des communs. *La Fabrique de Méditerranée*, (4).
- Moreira, E. (2016). Espace urbain et échanges chez les Ye'kuana à Boa Vista, Roraima (Amazonie brésilienne). *Développement durable et territoires*, 7(1), 16.  
<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11101>
- Ostrom E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (295). Cambridge University Press.
- Pelling M. (2011). *Adaptation to climate change: from resilience to transformation* (274). Routledge.
- Petrescu, D., & Petcou, C. (2022). *Quelle est la valeur de résilience des communs face au changement climatique ?* Passerelle.
- Quenault, B. (2017). Résilience et aide internationale : rhétorique discursive ou véritable réforme ? *Mondes en développement*, 4 (180), 35-52.
- Rothe, D. (2017). Chapter 14: Climate change and security. From paradigmatic resilience to resilience multiple. In Chandler, D., & Coaffee, J. (Eds.). *The Routledge Handbook of International Resilience*. Routledge.
- Sen, A. (1985). *Commodities and Capabilities*, North Holland, 130.
- Svampa, M. (2019). *As fronteiras do neoextrativismo na América Latina: conflitos socioambientais, giro ecoterritorial e novas dependências*. Elefante, 191.
- Ulrichs, M., Slater, R., & Costella, C. (2019). Building resilience to climate risks through social protection: From individualized models to systemic transformation. *Disasters*, (S3), S368-S387.  
<https://doi.org/10.1111/disa.12339>